

De la crise et de son dépassement

Non M. Farah, il y avait bel et bien — et il y a toujours — trois camps. La crise du système d'Etat algérien dévoile l'antagonisme historique entre deux projets de société ; mais les tentatives de réponses, en concurrence pour la solutionner, sont au nombre de trois. Il n'y a pas lieu de confondre les constituants de la crise et ses protagonistes pour assurer la défense d'un chef de l'armée.

Une réponse rétrograde, totalitaire et théocratique : celle de l'islamisme conquérant. Avec ses afghans. Ses capos qui promettaient aux Algériens le changement de leurs habitudes culinaires et vestimentaires. Avec son impatience à ériger des potences sur les places publiques, et ses promesses de purification massive

et génocidaire. Cette réponse n'a, d'ailleurs, pas attendu «l'arrêt du processus électoral» pour lancer son offensive, Guemmar, après Telegh, Blida et Hassi Messaoud avaient montré, s'il le fallait, la centralité de la violence dans cette réponse. Elle traduit avec conséquence le projet théocratique qui se promet de cultiver

tout ce qu'il y a de conservatisme, d'achaïsme et d'intolérance dans notre société.

L'autre réponse, marécaugeuse, bâtarde, amalgame difforme des inconséquences politiques. Son seul ciment : la sauvegarde de l'oligarchie bureaucratique et la consolidation de sa mainmise sur l'Etat et ses institutions. Concordiste, «ententiste», sans véritable identité propre, ni islamiste ni moderniste, ce qui la disqualifie de la prétention à se poser en projet, elle a longtemps nourri l'illusion qu'elle s'attelait à la modernisation de notre société et a, en permanence, fait le lit

de l'obscurantisme, lui concédant l'école — un Kharroubi valant mieux qu'un Lacheraf — et assurant son ascendant sur la culture et la spiritualité. Nous avons bien hérité du très cathodique El Ghazali et banni Mohamed Arkoun !

La troisième proposition de réponse, celle de l'opposition démocratique : ambitionnant la rénovation et la reconstruction du projet national sur des bases démocratiques, républicaines, d'ouverture sur le monde et de prolongement de ce qu'il y a de meilleur dans nos traditions. Un projet de construction de la citoyenneté et des libertés. L'islamisme s'est attelé à l'éradication du pôle moderniste et à l'affaissement des institutions de l'Etat républicain. Le marécage bureaucratique a tout fait pour contenir la résistance de la société dans les limites qui assurent sa propre survie.

Que n'a-t-on vu de listes sur les frontons des mosquées, légitimant par avance la liquidation de notre intelligentsia. Djaout, Boukheba, Guenzat, Matoub, ou Boucebsi ! L'éradication se promettait implacable et systématique. Le système, qu'il ait dialogué à Alger ou à Rome, a travaillé à la marginalisation des forces modernistes. «Laïco-assimilationnistes» ou communistes. L'audace a été poussée jusqu'à les taxer d'«éradicateurs», alors que c'est elles-mêmes qui étaient objet d'éradication par le terrorisme islamiste ! Cette

Par Mohand Bakir

ligne politique anachronisme a été inaugurée par le silence criminel au sujet de l'attaque de Guemmar, et confirmée par le brutal barrage opposé à la démarche du président Boudiaf. Le summum de cette politique sera l'accord secret AIS-DRS qui cadre la politique du pays aujourd'hui.

Le fait que M. Farah, et les patrons de presse — puisqu'il les implique — avaient besoin, en 1992, de prophéties pour s'engager dans la défense de la patrie témoigne que, pas plus en 1992 qu'aujourd'hui, ils n'ont une compréhension et une lecture correcte de la crise qui frappe l'Algérie.

C'est aussi l'explication de leur candide croyance en le mensonge du dépassement de la crise. M. Farah devrait relire l'édito de Djaout, «La famille qui avance, la famille qui recule», pour se rafraîchir la mémoire sur la saisissante précocité du «dialoguisme» du pourvoir. Aujourd'hui, la vraie question c'est de savoir si l'Algérie a résorbé sa crise et si c'est le cas, dans quel sens elle l'a fait ? Celui de l'islamisation théocratique ? Ou celui de la rupture républicaine et démocratique et de la liquidation de l'oligarchie bureaucratique et des clergés islamistes. Reformulons la question : l'intervention de l'armée a-t-elle été autre chose qu'une option qui reporte le voyage sans retour du pays ?

M. B.

RÉPONSE

Quand je dis qu'il y a avait deux camps, je parle du moment précis où il fallait choisir entre le «voyage sans retour» et l'ultime possibilité d'empêcher notre pays de tomber entre les mains des Talibans. Je persiste et signe : il n'y avait pas trois camps.

La preuve : les démocrates, les républicains et tous les citoyens épris de liberté et de démocratie avaient soit directement participé au redressement de janvier 1992 (Benhamouda n'était pas un militaire !) soit applaudi des deux mains l'intervention de l'armée. Vous faites une confusion entre la réalité qui existait en janvier 1992 et qui ne laissait pas beaucoup de choix aux patriotes et tout ce qui est venu après et que nous pouvons considérer comme une série de trahisons puisque nous avons parfois l'impression que les sacrifices de Djaout et de tous les autres n'auront servi à rien.

Quant aux prophéties, personne n'en avait besoin. J'ai parlé d'une simple évaluation faite par les gens concernés qui devaient certainement redouter la violence et la barbarie de ceux qui avaient commencé à tuer à Guemmar et qui s'entraînaient déjà dans les forêts et les pages.

La question qu'il faut se poser aujourd'hui serait plutôt : oui ou non, fallait-il passer à l'action tout en sachant que cela provoquerait la mort de beaucoup d'Algériens ?

La survie de la République valait-elle ces sacrifices, oui ou non ? Ni moi ni les patrons de presse n'étions impliqués dans la prise de ces décisions. J'ai dit dans l'article que vous citez que c'est à l'histoire de juger les hommes qui ont agi pour le salut de l'Algérie républicaine. C'était vu comme ça à l'époque.

Enfin, permettez-moi de vous poser une question : étiez-vous contre l'intervention de l'armée ou pour la poursuite du processus électoral ? Il n'y pas trois réponses...

M. F.

Hommage à l'ANP et aux autres corps qui ont défendu la démocratie

Ce qui se cogite depuis quelque temps par la justice suisse nous interpelle considérablement. A travers ça, ils veulent juger l'Etat algérien et non l'ex-ministre de la Défense, ce dernier étant une personne morale qui a défendu un Etat en péril conformément aux lois de son pays.

Les causes de la tragédie vécue par les Algériens durant la décennie noire sont bien connues. D'ailleurs, la violence a commencé bien avant 1991. Elle a commencé dans les années 1985, dans les maquis de Chréa, dans le massif blidéen, où certains leaders islamistes ont pris les armes contre l'Etat dit «impi», et contre son peuple. S'il y a eu arrêt du processus électoral, c'est parce qu'il y avait recrudescence d'une violence organisée et nourrie par les islamistes qui se croyaient vainqueurs après le premier tour des élections législatives. Ce n'est pas le contraire qui s'est produit. La «clémence», la «magnanimité» (élargissement de ceux qui ont pris les armes en 1985) de certains cercles du pouvoir, l'opportunisme et la compromission d'autres font que les islamistes sont revenus à la charge après l'ouverture du champ politique en 1989. Grisés par leur victoire aux élections locales, ils se sont jurés d'en finir avec toute l'intelligentsia, ceux qui ne réfléchissent pas comme eux et tous ceux qui pourront faire barrage à leur projet médiéval et rétrograde. Les révélations de Nezzar sur la chaîne TV Ennahar sont là pour le prouver, confirmer ce qui est connu en cette période sombre et révéler les compromissions de certains cercles du pouvoir qui, comme dit l'adage populaire : «Ils bouffent avec les loups et pleurent avec le berger.»

Ce qui est intéressant avec ce haut responsable, c'est qu'il assume tout ce qui a été fait et il continue à défendre ses principes et la République

avec énergie. Il est cohérent avec lui-même, ce qui est un comportement digne d'un officier. Ceux qui se sont compromis avec l'ex-FIS continuent à le faire aujourd'hui en instrumentalisant la justice de certains pays pour qui l'indépendance de l'Algérie est restée en travers de la gorge. On ne peut pas accepter ces ingérences et on défend mordicus ce principe de non-ingérence dans les affaires de notre pays comme nous ne dédoublons pas le pouvoir qui a légalisé le FIS et ceux qui ont été en intelligence avec les dirigeants de ce parti pour instaurer une théocratie. Les partisans de Sant'Egidio sont toujours là, ils guettent la situation pour arriver au pouvoir qu'ils n'ont d'ailleurs jamais quitté pour appliquer la Loi légitime inscrite dans le contrat de Rome dont la version écrite en français n'a jamais été signée par le représentant du FIS à cette réunion.

Les islamistes présents à Sant'Egidio n'ont signé que la version écrite en arabe car elle parle de Loi légitime qui, à leur yeux, n'est autre que la «charia». Pour juguler cette situation de violence et de terrorisme, il y avait heureusement des hommes et des femmes fédérés pour sauver l'Algérie derrière l'armée et les autres services de sécurité qui ont payé leur tribut pour éradiquer ce fléau intégriste car comme dirait l'autre : la patrie était en danger. Hommage à l'ANP et aux autres corps qui ont défendu la démocratie qui a pointé du nez mais qui ne s'est pas installée chez nous.

Pour savoir la vérité sur les auteurs des massacres et de la terreur, il faudrait peut-être déterrer les journalistes, les enseignants, les cadres de renom et les autres martyrs du devoir assassinés pour leur demander de nous renseigner sur l'identité de leurs bourreaux et les causes de leurs assassinats. A coup sûr, ils diront unanimement que les forces du mal sont dans les trois lettres de l'ex-FIS et ceux qui leur ont fait allégeance.

A. Zerrouki

Si c'était à refaire, je choisirais, les yeux fermés, le camp des éradicateurs»

Personnellement, j'assume avoir applaudi publiquement à mon modeste niveau l'arrêt salutaire du processus suicidaire qui allait plonger l'Algérie dans l'abîme de l'obscurantisme pour toujours. L'ANP s'était en grande partie appuyée sur la gigantesque marche d'Alger au lendemain du premier tour. J'étais dans cette marche que j'ai traversée de long en large et jamais il n'a fait un seul instant le doute dans ma tête que le souhait de la majorité de ses marcheurs fut autre que l'arrêt de ce processus. Le succès

de cette marche a été utilisé par Aït Ahmed pour demander la poursuite du processus «démocratique» donc il y a indéniablement aussi le mérite de la société civile dans ce sauvetage. L'armée, sans l'appui de cette société, n'aurait pas réussi seule. Je continue à penser qu'il a fallu cet arrêt et si c'était à refaire je choisirais, les yeux fermés, le camp des «éradicateurs».

La justice suisse poursuit aujourd'hui Nezzar, pas pour avoir arrêté le processus électoral, mais pour crime de guerre. Si

en haut lieu des ordres ont été donnés pour torturer, liquider et faire disparaître, je suis d'avis que la justice doit passer, sinon il faut aussi accepter la torture de l'armée française pendant la guerre d'Algérie. Si cette juridiction est fantôme et aux desseins inavoués, il faut le démontrer et non juste le déclarer, nous pourrions alors nous mobiliser largement, non pour soutenir un homme mais pour exiger que l'on ne se mêle pas de nos affaires. Question de souveraineté.

Le sculpteur Graïne